e-Migrinter

7 | 2011

Réflexions croisées sur les migrations en Afrique de l'Ouest

Temporalités, transit et projet migratoire : pratiques urbaines de migrants et de réfugiés à Nouadhibou et Conakry

Anne-Laure Counilh et Hélène Simon-Lorière

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/877>

DOI : 10.4000/e-migrinter.877

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 58-74

ISSN : 1961-9685

Référence électronique

Anne-Laure Counilh et Hélène Simon-Lorière, « Temporalités, transit et projet migratoire : pratiques urbaines de migrants et de réfugiés à Nouadhibou et Conakry », *e-Migrinter* [En ligne], 7 | 2011, mis en ligne le 08 septembre 2017, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/877> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.877>

Tous droits réservés

Temporalités, transit et projet migratoire : pratiques urbaines de migrants et de réfugiés à Nouadhibou et Conakry

Anne-Laure Counilh & Hélène Simon-Lorière

Avant de présenter l'objectif et la démarche de cet article, il paraît important de faire un détour par l'évocation de nos terrains respectifs de recherche et de nos thématiques de travail, qui en ont été le point de départ.

Le travail de recherche en géographie d'Anne-Laure Counilh porte sur les itinéraires migratoires des migrants ouest-africains vers Nouadhibou (Mauritanie) et sur leur insertion dans la ville. Une attention particulière est portée au couple parcours/projet migratoire. Ceci permet de mener à la fois une analyse sur les parcours souvent complexes de ces migrants et sur l'évolution des projets migratoires en regard de la situation de la ville vue ici *a priori* comme une impasse migratoire. La ville de Nouadhibou apparaît comme une étape fondamentale sur la route migratoire ouest-africaine vers l'Europe *via* les Iles Canaries depuis la littoralisation des itinéraires du Sahara Central. En effet, cette ville est la dernière étape africaine avant la traversée en pirogue jusqu'aux Iles Canaries, elle constitue ainsi une rupture dans les parcours des migrants, un moment où leur projet est remis en question. Si depuis sa création au début du XXème siècle, la ville a toujours connu une forte population d'immigrés, cette proportion a largement augmenté dernièrement. Entre 2005 et 2007, on a constaté un pic de départ en pirogue depuis Nouadhibou. La réaction de l'Europe a été rapide et les gouvernements espagnols et mauritaniens ont coopéré pour mettre en place les dispositifs sécuritaires qui ont rapidement endigué ces vagues de départ. La situation de la ville comme porte temporairement ouverte vers l'Europe et comme espace de rétention engendre une situation complexe pour des migrants de plus en plus nombreux. D'une part la réputation de la ville contribue à entretenir son attractivité. D'autre part, le contrôle policier et la prise de conscience d'une altérité nouvelle contribuent à faire évoluer à la fois la société d'accueil et les projets des

migrants qui deviennent au fur et à mesure des habitants de la ville à part entière.

Les enquêtes de terrain ont été réalisées entre 2006 et 2011, ce qui a permis de saisir l'évolution de la situation des migrants, depuis le pic des départs jusqu'à une installation de plus en plus longue en ville, en parallèle de l'évolution urbaine et de la modernisation rapide de la société mauritanienne ces dernières années au gré des coups d'État successifs. Une trentaine de récits de vie a été menée avec des migrants aux profils reflétant la diversité des habitants de Nouadhibou. À cela s'ajoute une enquête par questionnaire (matrice biographique) avec une centaine de migrants afin de pouvoir mieux saisir la construction en miroir des projets et des parcours migratoires. Cette enquête a été prolongée par un questionnaire sur la connaissance et les représentations dans la ville afin de confirmer l'intuition donnée par une enquête d'observation dans les taxis sur la mobilité urbaine des migrants (une dizaine de séances en observation participante). Enfin, l'immersion et de nombreux entretiens informels ont permis de formuler certaines hypothèses sur les représentations urbaines, les pratiques spatiales et l'altérité. Des entretiens plus formels avec les ONG qui s'intéressent au thème des migrations, les responsables municipaux et la participation à des sensibilisations, des forums ou des consultations sur les migrations, ont permis de discuter longuement avec des Mauritaniens et les représentants des communautés étrangères sur des questions d'altérité et sur les représentations des migrants par la population locale. Ceci a été complété par une analyse de la presse mauritanienne sur les questions migratoires à Nouadhibou de 2006 à 2011 (étude systématique de 2008-2011 avec l'outil Google alerte).

Hélène Simon-Lorière mène une thèse de géographie sur les conditions de vie et les projets migratoires des réfugiés libériens à Conakry (Guinée) et Accra

(Ghana). Les Libériens ont fui la guerre civile dans leur pays entre 1989 et 2003 et ont connu des parcours d'exil complexes. La thèse interroge la situation post-conflit : que se passe-t-il pour des réfugiés dans des pays d'asile proches quand la situation qui a conduit à leur départ forcé prend fin ? Rencontrés lors d'un moment M de leur migration, il s'agissait de comprendre comment ces Libériens étaient arrivés dans la capitale d'étude (Conakry ou Accra), quelles y étaient leurs conditions de vie et dans quelle mesure ces deux éléments jouaient un rôle dans la formulation d'un projet migratoire, interrogé également en lien avec les réseaux sociaux des individus et le contexte national, régional et international de l'asile envers les Libériens.

Un des aspects de la recherche est de décrire les conditions de vie de ces réfugiés libériens dans leurs villes d'accueil. Pour cet article, seuls les résultats du terrain à Conakry sont mobilisés. Les Libériens y vivent dispersés dans les cinq communes qui constituent le territoire administratif de la capitale, sans qu'un camp urbain n'ait jamais existé (à la différence d'Accra et du camp de Buduburam ouvert à 35 km environ de la capitale ghanéenne). Ils vivent avec les autres habitants de Conakry et partagent la précarité de leur quotidien, d'autant plus qu'ils ne perçoivent pas d'aide (ni financière, ni alimentaire, ni d'hébergement) de la part du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Par la méthode « boule de neige », 200 entretiens ont été réalisés à Conakry entre 2007 et 2009 auprès de Libériens, réfugiés statutaires enregistrés par le HCR ou non. Le contenu de ces entretiens est très variable, même si plusieurs thèmes ont été systématiquement abordés (parcours géographique jusqu'à Conakry, logement et revenus, réseau familial et élargi, situation familiale et juridique, projet pour l'avenir). Certains entretiens sont de véritables récits de vie, d'autres ressemblent plutôt à des questionnaires. À ces échanges avec les réfugiés se sont ajoutés des entretiens avec le HCR et les autorités en

charge de l'asile à Conakry, de même qu'avec certaines ONG (Organisation Non-Gouvernementale) dans l'objectif de reconstituer les politiques et pratiques d'asile envers les Libériens en Guinée. Enfin, pour essayer de mesurer la perception des réfugiés libériens par la population locale, les articles du journal officiel national, *Horoya*, ont été consultés de 1990 à 2000 et une petite étude a été réalisée auprès d'une vingtaine de citoyens dans trois quartiers ciblés comme ayant accueilli des réfugiés libériens, complétée par des entretiens avec les chefs de quartier et de secteur.

Introduction

En partageant nos expériences de terrain, nous avons constaté des points communs dans nos observations sur deux villes, deux contextes et deux populations migrantes pourtant différentes. Ces points communs étaient liés à une interrogation partagée sur la façon dont les migrants au cœur de nos recherches s'insèrent dans nos villes d'étude, y deviennent des habitants alors même qu'ils s'y sentent et s'y disent en transit. La démarche de cet article ne se veut pas comparative car nos travaux gardent des cadres conceptuels spécifiques d'une part et car les deux villes ont des échelles différentes d'autre part : Nouadhibou compte à peine plus d'une centaine de milliers d'habitants alors que Conakry en compte presque 2 millions. L'échange entre nos deux retours de terrain et nos analyses en cours nous permettent plutôt de réfléchir sur des processus et des pratiques. Nous nous proposons de mettre en parallèle nos observations et nos analyses sur les pratiques urbaines de migrants à Nouadhibou et à Conakry en insistant sur le rôle des temporalités, sur les conséquences du sentiment de transit et sur les tensions qui apparaissent au sein des projets individuels entre immobilité et hyper-mobilité.

Dans cet article, nous souhaitons prendre en compte plusieurs temporalités : le temps de la survie quotidienne, la durée de

présence en ville, et le temps du projet migratoire mis en lien avec celui du parcours déjà accompli. Il ne s'agit pas de proposer une réflexion théorique sur les temporalités de l'incertitude dans les parcours migratoires, mais de souligner l'importance de ces temporalités labiles, fuyantes dans lesquelles se racontent les parcours et s'envisagent les projets migratoires, et dans lesquelles s'inscrivent les pratiques spatiales. Notre réflexion s'appuie sur ces temporalités au sens de catégories subjectives et analytiques des phénomènes observés (Varro, 2008). Observer des individus en migration, tout comme observer des pratiques urbaines implique d'appréhender des temporalités différenciées et changeantes. Les temporalités varient selon les moments (passé, présent, futur), les échelles (longue, moyenne, courte), les domaines (travail, famille, loisirs, intimité). Elles peuvent être à la fois collectives (partagées par un ensemble de personnes) et plurielles (superposition de différentes temporalités). Dans nos analyses, les temporalités sont définies par des groupes de pratiques communes et par opposition à celles d'autres groupes évoluant au gré d'autres temporalités. La sociologie durkheimienne accorde aux groupes la capacité de produire eux-mêmes les cadres de leurs représentations et de leurs actions (Lallement, 2008), donc des temporalités propres. Cette approche nous intéresse particulièrement car nous travaillons sur des groupes minoritaires qui créent leurs temporalités propres au sein d'espaces déjà régis par d'autres temporalités plus ou moins institutionnalisées (tout au moins « officielles »). Nos analyses se complexifient peu à peu à partir de l'introduction d'un intérêt pour l'espace urbain dans le cadre de pratiques spatiales fortement marquées par une histoire de mobilité à l'échelle de l'individu comme à l'échelle de l'espace. Nous nous trouvons au carrefour où se tissent des relations complexes entre temporalités, spatialités et mobilités pour produire des pratiques spatiales spécifiques.

Ces pratiques spatiales sont largement influencées par le sentiment de transit des migrants et réfugiés dans nos villes d'études. Conakry, et plus encore Nouadhibou, sont perçues comme des tremplins possibles vers l'Occident, l'Europe dans le cas des migrants en Mauritanie et les pays de réinstallation et de regroupement familial (États-Unis, Canada, Australie) pour les Libériens en Guinée (Simon-Lorière, 2009). Le terme de transit est lui aussi marqué par la subjectivité de nos interlocuteurs et nous nous intéressons surtout au décalage entre le discours des migrants qui se projettent dans un Ailleurs alors même que leurs pratiques quotidiennes les ancrent dans l'Ici. Nous cherchons notamment à comprendre le sentiment du temporaire pour questionner la place réelle et projetée de l'expérience vécue à Conakry ou à Nouakchott, souvent pensée et présentée par les migrants comme une étape transitoire dans leurs parcours et leurs projets migratoires. Nous interrogeons aussi l'influence du contexte urbain observée sur les parcours et les projets à l'échelle individuelle. Dans nos deux recherches, parcours et projets sont appréhendés comme un couple méthodologique et heuristique. Ils nous permettent de mettre en contexte la mobilité des individus et de souligner à la fois les intentions des migrants, les « dispositions internes », et les politiques migratoires internationales, les « conditions externes » (Ma Mung, 2009). Le projet migratoire se construit en miroir du parcours, il le précède souvent (mais pas dans les cas des mobilités forcées), le projette et lui (re)donne un sens. Il est souvent amené à être reformulé au gré des aléas du parcours. La dialectique entre parcours et projet migratoires se construit dans l'imbrication des temporalités. La notion de parcours migratoire est, quant à elle, d'abord descriptive d'un point de vue spatial. Le parcours est constitué d'un ensemble de lignes et de points qui constituent la cartographie du trajet des migrants de leur point de départ jusqu'au moment M de l'enquête. Pour dépasser cette acception purement descriptive, nous

envisageons des parcours qui s'inscrivent dans un continuum spatial et temporel (Boyer, 2007) constitué de moments de mobilité, et de moments d'immobilité. La notion de continuum n'exclut pas l'existence possible de ruptures, mais permet d'inclure ces ruptures et ces moments d'immobilité dans la continuité des parcours.

Enfin, c'est autour de la question des pratiques urbaines, de l'habiter au sens de Mathis Stock (Stock, 2004), que nous articulons ces questions du rapport à l'espace dans des temporalités incertaines. Si on prend en compte le fait que les personnes rencontrées se sentent en transit, quelles conséquences cette signification donnée à nos villes d'études a-t-elle pour leurs rapports à ces espaces urbains ? Comment se lit dans leurs pratiques de la ville leur projet de quitter Nouadhibou ou Conakry pour partir ailleurs ? Nous employons le terme de pratiques dans un sens large, en partant de la localisation et de la fréquentation, et en essayant de percevoir ce que les individus font avec les lieux. Nous nous sommes intéressées sur nos terrains respectifs aux conditions de logement, aux activités des migrants et à leurs mobilités dans la ville.

Nous nous proposons donc ici de restituer nos observations sur les pratiques urbaines des migrants à Nouadhibou et des réfugiés à Conakry autour de trois questionnements. Dans un premier temps, au travers de nos travaux sur la localisation des migrants, nous posons la question de leur visibilité en ville pour le chercheur, pour l'opinion publique et pour les autres habitants. Dans un deuxième temps, à partir de descriptions des logements occupés par les migrants, nous discutons leur marginalité en ville. Enfin, s'appuyant sur une analyse des déplacements des individus rencontrés, nous montrons que l'ancrage dans nos villes d'études n'est pas toujours synonyme d'immobilité.

Des lieux où vivent les migrants à Nouadhibou et les réfugiés à Conakry et de leur visibilité

Le centre-ville de Nouadhibou : un quartier de migrants

L'histoire de Nouadhibou est celle d'une ville cosmopolite. Fondée au début du XX^{ème} siècle par les colons français, construite par les tirailleurs sénégalais, ce n'est qu'à partir des années 1970 que les Mauritaniens ont vraiment entrepris de construire et de développer la ville à partir de l'exportation du minerai de fer de Zouérate¹ et de l'exploitation des richesses halieutiques² de la région. La ville est donc marquée par une présence étrangère ancienne : Français, Canariens, Sénégalais ont laissé leur empreinte dans le bâti de certains quartiers (Cansado, Laareguib ou La T'charka³) comme dans la mémoire des plus anciens habitants.

Au-delà du passé cosmopolite qui a marqué l'histoire de la ville, le développement urbain s'est fait d'une manière propice à l'installation des populations migrantes dans le centre-ville. En effet, la ville n'a été longtemps bâtie qu'autour du quartier de Qhairaan⁴. Au début des années 1990, la Socogim⁵ a

entrepris de construire quelques bâtiments d'habitation à 1 km au nord de Qhairaan (les deux zones étant séparées par un relief calcaire difficile à travailler). Peu à peu des habitations se sont construites sur ce nouvel axe, le prolongeant au nord, le long des robinets d'alimentation en eau. À partir des années 2000, ces quartiers se sont étendus jusqu'à l'aéroport à l'est et jusqu'à une quinzaine de kilomètres au nord de Qhairaan. Peu à peu ces quartiers se sont urbanisés avec la construction de boutiques, d'écoles, de restaurants, de nouveaux marchés et le centre-ville s'est de plus en plus vidé de sa population mauritanienne. Ainsi, lorsque les migrants sont arrivés de plus en plus nombreux, ils ont trouvé dans le bâti dégradé du centre-ville des opportunités de logement adaptées à leur projet et à leur situation. D'autant plus que les étrangers ouest-africains présents avant les années 2000 occupaient déjà des sous-quartiers en marge de Qhairaan. Par effet d'entraînement, le quartier a rapidement acquis une réputation de quartier de migrants, agité, voire dangereux. Des articles dans les quotidiens locaux font régulièrement état de faits divers, de prostitution ou de trafics divers dans le quartier.

Les réfugiés libériens en périphérie de Conakry

La guerre au Libéria a entraîné la fuite de centaines de milliers de Libériens vers la Guinée voisine (jusqu'à plus d'un demi-million en 1996) mais seule une faible proportion d'entre eux s'est installée à Conakry. Les réfugiés ont en majorité traversé la frontière entre le Libéria et la Guinée forestière et se sont installés dans cette région, dans les villages dont ils partageaient la langue et la culture (Van Damme, 1999). Cependant, certains ont fait le choix de gagner la capitale, tandis que d'autres y sont arrivés directement par bateau et ont refusé de se rendre en Guinée forestière, pourtant définie comme la zone officielle d'accueil et d'aide par les autorités guinéennes et les organisations

¹ Zouérate est une ville minière dans le désert au Nord-Est de Nouadhibou à environ 800 km. La SNIM y exploite de minerais de fer qui est transporté en train jusqu'à Nouadhibou pour être ensuite exporté par bateaux minéraliers. La société qui a été fondée à l'époque coloniale par les Français sous le nom de Miferma, est aujourd'hui un des principaux pourvoyeurs d'emplois de la ville avec l'industrie de la pêche.

² Les activités de pêche, de transformation et d'exportation du poisson et d'autres produits de la mer constituent une ressource très importante pour la ville comme pour le pays. Lorsque la ville a été fondée par les colons français le site avait été choisi pour permettre d'y développer une industrie halieutique, les eaux mauritaniennes étant extrêmement poissonneuses.

³ Cf. Carte des quartiers du centre-ville.

⁴ À l'exception de la cité ouvrière de la Miferma (Cansado) située 8 km au Sud.

⁵ Société coopérative de gestion immobilière.

internationales. Aucun camp n'ayant été créé à Conakry, les réfugiés ont dû trouver eux-mêmes à se loger dans une ville en expansion.

L'agglomération de Conakry, située sur la presqu'île du Kaloum, s'étire en une bande urbaine de 4 à 6 km de largeur sur plus de 40 km de longueur, de la pointe du centre-ville jusqu'au pied du mont Kakoulima. Depuis la fin des années 1980 (c'est-à-dire, pour ce qui nous intéresse, depuis le début du conflit libérien), l'agglomération s'est densifiée et étendue vers le nord-est, profitant d'un important accroissement naturel, mais également d'apports migratoires internes (exode rural) et internationaux (dont les réfugiés sierra-léonais, libériens, bissau-guinéens...) (Bidou, Touré, 2002). La croissance urbaine a débordé les limites administratives de Conakry, définies en 1984, et concerne également les communes proches comme Dubréka et Coyah. Dans le périmètre des cinq communes qui constituent la région administrative de Conakry, et où le recensement officiel de 1996 avait décompté 1,1 million d'habitants, l'ONU estime qu'il y en aurait 2 millions en 2009⁶. Les Libériens représentent une minorité dans la ville, qu'on peut estimer à environ 7 000 personnes en recoupant les statistiques du HCR et celles de l'Ambassade du Libéria en Guinée⁷.

La majorité des réfugiés rencontrés entre 2007 et 2009 dans la capitale guinéenne habitent en périphérie de la ville. Seuls 2% de l'échantillon vit dans la commune centrale de Kaloum et il s'agit

surtout de femmes, liées à des Guinéens, et donc hébergées dans les concessions familiales de leurs conjoints ou protecteurs. Quelques Libériens habitent dans les communes péri-centrales de Matam et Dixinn (18% de l'échantillon), mais cela s'explique en partie par la proximité d'institutions qu'ils sont amenés à fréquenter régulièrement, le HCR notamment, et par un lieu de squat dans le quartier de Dixinn dont il sera à nouveau question plus loin. Le reste des réfugiés (74% de l'échantillon) s'est installé dans les communes périphériques de Ratoma, sur la côte nord, et Matoto, sur la côte sud de la presqu'île. Comme le soulignent Jean-Etienne Bidou et Julien Gbéré Touré, les quartiers centraux de la ville voient leur population stagner voire diminuer depuis le début des années 1990, tandis que ceux de Matoto et Ratoma ont plus que doublé entre 1996 et 2002 (Bidou, Touré, 2002). Les Libériens ont participé à cette dynamique en tant que locataires : ils ont trouvé des logements vacants dans ces quartiers en expansion, profitant de loyers relativement moins chers, même si en tant qu'étrangers, ils doivent payer des prix plus élevés que des Guinéens. Ils vivent donc dispersés dans les quartiers de Conakry, sans qu'on puisse discerner de quartier de Libériens.

À Conakry des réfugiés libériens peu visibles

Les réfugiés libériens sont aujourd'hui peu visibles dans la capitale guinéenne, du fait de leur nombre et de la dispersion décrite ci-dessus, à comprendre au sens commun du terme et non au sens que lui donne la géographie quantitative. À l'échelle de la ville, leur présence est diluée et ils se fondent dans la masse des citoyens anonymes. À l'échelle des communes cependant, il semble qu'il y ait des quartiers plus investis que d'autres par les Libériens d'après les lieux de résidence enregistrés pour les réfugiés de notre échantillon, même si leur visibilité n'est pas toujours plus forte dans ces quartiers.

⁶ Estimation de la Division de la Population de l'ONU : www.un.org/esa/population

⁷ Les statistiques du HCR sont la principale source d'information et sont, à l'échelle de la Guinée, consultables en ligne (www.unhcr.org). Pour ce qui concerne Conakry, des statistiques sur les réfugiés urbains ont été demandées au bureau local du HCR, seul émetteur de ce type d'information en Guinée. L'Ambassade libérienne quant à elle nous a communiqué le nombre de ressortissants libériens enregistrés par leurs services à Conakry.

Dans la commune de Ratoma, les quartiers mitoyens de Petit Symbaya et Symbaya Gare se sont avérées des zones de concentration de réfugiés libériens. Il s'agit peut-être là d'un biais lié à la méthode employée pour rencontrer des interlocuteurs car Conakry Refugee School, une école anglophone située à Petit Symbaya⁸, a constitué un lieu-ressource dans et à partir duquel ont pu être réalisés plusieurs entretiens. Des lieux spécifiques comme cette école ou comme des églises évangélistes rendent la présence des Libériens un peu plus visible, mais les autres habitants de Conakry les identifient surtout comme des lieux de sociabilités anglophones. Les Libériens sont perçus comme des « réfugiés », rarement distingués des Sierra-Léonais, l'autre groupe important de réfugiés accueillis en Guinée. A Matoto, les Libériens habitent surtout à Enta et Ymbeya, mais ils y sont encore moins visibles que dans les quartiers précédemment évoqués. Les réfugiés libériens rencontrés dans ces quartiers partagent avec leurs voisins guinéens la religion musulmane : ils fréquentent donc les mosquées guinéennes et envoient leurs enfants à l'école coranique (quand ils sont scolarisés).

Cette différence de visibilité entre nord (commune de Ratoma) et sud (Matoto) de la ville est liée à une logique d'installation ethnique découverte au fil des entretiens. Elle correspond à un clivage au sein de cette communauté libérienne en exil qui renvoie aux oppositions de la guerre civile mais également à des enjeux migratoires. Parmi les réfugiés, on retrouve deux groupes ethniques qui ont été des acteurs majeurs du conflit civil dans le camp des anti-Taylor⁹ :

les Krahn, ethnie du président Samuel Doe assassiné fin 1990 par un lieutenant dissident de Taylor, et les Madingo, ethnie de tradition commerçante favorisée sous le régime de Doe¹⁰. Ces deux ethnies se sont d'abord associées pour lutter contre Taylor dans le mouvement armé baptisé ULIMO (United Liberation Movement of Liberia for Democracy) fondé par des Libériens exilés en Sierra Leone et en Guinée, puis ont chacune créé leur propre branche armée à partir de 1994, tout en continuant de recruter largement parmi les réfugiés. L'ULIMO a d'ailleurs reçu le soutien de la Guinée du président Lansana Conté, opposé à Taylor, tout comme le groupe armé qui lui a succédé dans la lutte contre Taylor à la fin des années 1990, le LURD (Liberians United for Democracy). Ce sont alors surtout des Libériens Madingo qui ont combattu au sein du LURD, s'appuyant sur des bases-arrière en Guinée forestière et à Conakry. Les tensions entre Krahn et Madingo, alliés à certaines périodes de la guerre, ennemis à d'autres, se ressentent à Conakry, dans cette répartition géographique où les Krahn vivent surtout dans les quartiers nord tandis que les Madingos sont plutôt au sud, et dans les enjeux de représentation de la communauté libérienne auprès du HCR. Ce dernier est un interlocuteur essentiel pour les Libériens, pour leur protection légale en Guinée et pour leurs perspectives de migration vers l'Occident. Il s'agit donc pour chaque groupe ethnique de s'assurer une bonne représentation auprès de l'agence onusienne pour augmenter les chances du groupe d'être accueilli, de façon individuelle ou collective, dans un pays d'asile tiers (Etats-Unis,

⁸ Cette école a été créée à la fin des années 1990 avec une subvention du HCR, qui a pris fin en 2001. Après quelques mois de fermeture, elle a été ouverte à nouveau à l'initiative d'un groupe de professeurs et fonctionne comme une école privée.

⁹ Charles Taylor est l'homme qui a déclenché la guerre au Libéria à Noël 1989 pour contester le pouvoir du président Samuel Doe, en place depuis 1979 suite à un coup d'Etat qui avait mis fin à 130 années de gouvernement par l'élite minoritaire des

Américano-libériens. Dès 1990, Taylor contrôlait la majorité du territoire libérien mais il n'a jamais réussi à prendre la capitale manu militari. Il a finalement été élu président en 1997 mais sa gestion cupide et autocratique du pays a provoqué la création de nouveaux groupes armés rebelles qui ont obtenu sa chute et son exil en 2003.

¹⁰ Pour une analyse ethnique du conflit libérien, voir l'article de Michel Galy « Liberia, machine perverse. Anthropologie politique du conflit libérien » publié en 1998 dans les Cahiers d'études africaines (vol. 38, n°150-152, pp. 533-553).

Australie, Canada ou pays nordiques). Entre alors en jeu un autre clivage qui oppose les Krahn, et plus généralement les ethnies autochtones du Libéria, aux Madingo considérés comme allochtones car ce groupe ethnique commerçant est le dernier à s'être installé dans le pays, si l'on excepte les Américano-Libériens¹¹. Pour de nombreux interviewés d'ethnie krahn, les Madingo sont de « faux réfugiés » car ils sont souvent d'origine guinéenne et ne sont donc pas de « vrais » Libériens. Les Krahn réfugiés à Conakry ont le sentiment que les Madingo qui ont obtenu des réinstallations au titre de réfugiés vers les Etats-Unis ou d'autres pays leur ont volé cette opportunité migratoire.

Enfin, il faut ajouter que si les réfugiés libériens sont peu visibles aujourd'hui à Conakry, ils l'ont été davantage à d'autres périodes de leur exil : lors d'arrivées massives, comme en octobre 1990 où le stade national du 28 septembre, dans la commune de Dixinn, a été temporairement transformé en camp de transit¹², ou lors des attaques frontalières de 2000, où le gouvernement a appelé les Guinéens à surveiller leurs voisins réfugiés, soupçonnés d'être complices des rebelles menant les incursions, et a mis en prison un grand nombre de Libériens dans la capitale (McGovern, 2002).

¹¹ Les Américano-libériens sont les esclaves libérés renvoyés des Etats-Unis à partir de 1822 pour coloniser le Libéria. Ils ont créé la République du Libéria en 1847, excluant les populations autochtones du pouvoir pendant plus d'un siècle. Les Madingo sont descendus vers l'actuel Libéria au cours du 19^e siècle mais ont longtemps été considérés comme des étrangers (et continuent à l'être), comme l'expliquent les travaux de l'anthropologue américaine d'origine libérienne Augustine Konneh.

¹² A l'époque, le journal national Horoya avait consacré sa « une » à cet événement (numéro du 27 octobre 1990).

À Nouadhibou : des migrants de plus en plus visibles

Au premier regard sur la ville, on remarque que les populations de migrants ouest-africains semblent se concentrer dans quelques quartiers du centre-ville ancien : les différentes communautés de migrants se répartissent dans différents sous-quartiers selon certaines logiques, tantôt nationale, tantôt linguistique.

La cité SNIM est le lieu des Sénégalais, installés de longue date (même si beaucoup d'entre eux accueillent des nouveaux migrants, souvent de passage). Les affiches en wolof pour des soirées et des concerts de rap, le regroupement des meilleurs tailleurs de boubous à la mode dakaroise ou encore des coiffeuses spécialisées en greffage et en tissage (technique de coiffure répandue au Sénégal et dont les Mauritanien(ne)s ne possèdent pas le savoir-faire) sont des marqueurs spatiaux forts de la présence sénégalaise dans ce quartier.

Le quartier de Qhairaan (périphérie du marché) accueille de façon mixte les migrants à peine arrivés et ceux qui font leur vie à Nouadhibou depuis plus de 20 ans. Mais de manière générale, le quartier semble correspondre au temps de l'installation et de l'apprentissage de la ville. Les logements hébergent la plupart du temps des hommes seuls en colocation dont les relations correspondent aux solidarités d'itinérances décrites par Claire Escoffier dans ses recherches sur la transmigration (Escoffier, 2007). Le partage d'un logement, de nourriture, d'informations pour trouver un emploi ou continuer le voyage s'articule autour d'un sentiment de connivence, d'appartenance à un ensemble de pratiques de mobilités communes. La similitude de ses pratiques se cristallise autour des parcours et des projets migratoires flous et l'inscription permanente dans des temporalités labiles.

Le quartier d'Accra est celui des anglophones, sa réputation est celle d'un

quartier dangereux, théâtre de l'illégal. Le quartier se situe en marge de Qhairaan, il n'est pas goudronné et on n'y trouve pas de boutiquiers. Les habitants de la ville hésitent à y passer (Mauritaniens, comme une partie des migrants) sauf pour des actes de consommation spécifiques (souvent illégaux : prostitution, alcool, drogues). Accra est un quartier qui dérange même si son image est très surfaite et qu'avant d'être un quartier dangereux, c'est avant tout un quartier très défavorisé. Cet espace exclu de la ville a permis à quelques trafics et activités illégales de s'ancrer, cristallisant les peurs et les stéréotypes liés à l'étranger. Comme le montrent certains articles de journaux mauritaniens, les amalgames sont rapides : « le quartier d'Accra de Nouadhibou, est actuellement, selon leurs dires, sous la mainmise des plus dangereux réseaux de débauche, de la grande criminalité, du trafic de la drogue et de l'immigration clandestine. Un quartier qui à leurs yeux n'a rien à envier avec la vraie Accra ghanéenne, d'où les risques énormes de contagion par un mode de vie exotique très libertin et sans frontière, calqué sur celui de cette ville devenue célèbre par ses dérives et ses frasques »¹³, mettant en danger l'intégrité physique du quartier puisque certains habitants et responsables, relayés par la presse, demandent la destruction du quartier.

Enfin, le quartier de La T'charka abrite des Sénégalais et des Mauritaniens de la région du fleuve qui ont en commun le métier de pêcheur. L'habitat y est familial et communautaire. Si les pratiques des Sénégalais sont parfois dénigrées par une partie de la population mauritanienne, ce quartier est de manière générale bien intégré au reste de la ville car fortement associé au port artisanal et l'importance des activités halieutiques en terme économique et culturel lui confère une image positive, celle d'un quartier productif et d'une population travailleuse.

Le centre-ville est donc le lieu d'habitat privilégié des migrants ouest-africains. Néanmoins, avec l'arrivée d'un nouveau type de migrants depuis 2005 (dont le parcours est caractérisé par les temporalités incertaines et le séjour stéphanois¹⁴ par une appellation de transit) et l'allongement des temps de transit dans la ville, certains nouveaux arrivants ont commencé à s'installer dans les différents quartiers du nord de la ville. Le processus est souvent identique. Après une période de 6 mois à 3 ans à Qhairaan, les migrants déménagent à Socogim (quartier situé à l'interface entre le centre-ville et les quartiers nord) puis dans un second temps plus au nord. Ces initiatives concernent autant des migrants qui résident avec une famille (souvent recomposée) que des hommes, ou des femmes seuls ou à plusieurs amis ou encore des couples sans enfants. L'argument avancé est « je/nous veux/voulons être plus tranquille ». Derrière cette tranquillité souhaitée se cachent différentes réalités : la fuite du bruit urbain et l'accession à des logements plus isolés, la mise à l'écart par rapport à la communauté (qui correspond à la préservation des économies de la migration et à la préservation d'une intimité), la volonté de se détacher de l'image forte et souvent négative du quartier de migrant et de la figure du clandestin qui y est souvent associée, et enfin l'idée de se préserver des autorités qui effectuent des perquisitions et des rafles aux domiciles des migrants dans le centre-ville sur « *présomption d'intention d'émigration clandestine* ».

Les migrants qui déménagent dans les quartiers nord cherchent à se démarquer des *aventuriers* qui souhaitent embarquer sur les pirogues, mais aussi à vivre plus discrètement sans être stigmatisés comme étrangers. En se mettant ainsi à l'écart du groupe, ils deviennent moins visibles.

¹³ Extrait de « Quartier d'Accra de Nouadhibou : Les habitants craignent la contagion », *Le Rénovateur*, 24 janvier 2011.

¹⁴ Avant l'indépendance, la ville de Nouadhibou s'appelait Port-Etienne ; ses habitants ont gardé l'appellation de Stéphanois jusqu'à aujourd'hui.

La concentration de l'habitat des migrants au centre-ville a contribué à augmenter la stigmatisation de la figure de l'étranger liée à une forte visibilité. En retour, la réaction d'une petite partie des migrants a été rapide et ceux-ci ont adopté une stratégie alliant conservation de l'identité nationale/appartenance ethnique et immersion dans la société mauritanienne par proximité voire par mimétisme. L'appropriation langagière constitue un bon exemple de la tentative de certains migrants de se fondre dans la société mauritanienne : la salutation mauritanienne *Assalam aleikoum wa ramatullah* devient par haplologie *Assalam-aleikoullah* et remplace le « bonjour » ou *Adiarama* habituel des migrants francophones ou pulaarophones. De la même façon, certains migrants changent leurs prénoms aux sonorités chrétiennes pour des prénoms musulmans.

Si nos observations s'opposent quant à la répartition et à la visibilité des migrants dans deux cadres d'études spécifiques et deux villes aux échelles différentes, elles se rejoignent à propos des types de logements qu'ils occupent et à travers une réflexion plus générale sur la place de ces étrangers en transit dans la ville.

Du logement des migrants et de leur marginalité à Nouadhibou et à Conakry

Quels logements pour les migrants en ville ?

Qu'ils soient majoritairement localisés dans un même quartier identifié comme quartier de migrants ou largement dispersés à l'échelle d'une ville capitale, les migrants ont recours à différentes solutions de logement qui se sont avérées similaires à Nouadhibou et à Conakry lorsque nous avons croisé nos observations.

Dans les deux villes existent des logements qui fonctionnent comme des

foyers nationaux¹⁵. À Nouadhibou, ils sont un vecteur essentiel de l'accueil à l'arrivée de migrants, généralement pour les plus jeunes voyageant seuls. Ces foyers sont organisés sur la base de regroupements nationaux ou ethniques et constituent une solution de logement temporaire. Le migrant peut y louer un espace, dans une chambre partagée, au sein d'une concession où habite un gérant, qui représente souvent sa communauté à l'Union des Associations d'Étrangers. Ces foyers n'ont rien de formel, ce sont des concessions tenues par un membre puissant de la communauté, souvent en concurrence avec d'autres, la concession devenant ainsi rapidement un enjeu de pouvoir et faisant rejouer des rivalités ethniques. À Conakry, la résidence de l'Ambassadeur du Libéria en Guinée a été transformée en un lieu de passage et d'hébergement de moyen terme pour tout Libérien, qu'il ait des papiers de réfugié ou non¹⁶. La maison sert de toit aux réfugiés venus des camps de l'intérieur du pays pour un court séjour dans la capitale, et de logement à ceux qui choisissent d'y rester, en attendant de trouver un autre hébergement.

La solution adoptée par la majorité des migrants ouest-africains à Nouadhibou comme par les réfugiés libériens à Conakry est celle de la location d'un logement à des propriétaires nationaux. La négociation peut se faire par le biais d'intermédiaires nationaux ou étrangers et le prix de la location est généralement plus élevé que celui que paient les nationaux. S'il est très fréquent à Conakry que des réfugiés vivent

¹⁵ Le recours des migrants aux réseaux familiaux, ethniques voire nationaux pour se loger en ville en Afrique a été largement étudié par les chercheurs de l'ORSTOM/IRD (Antoine, Coulibaly, 1989 ; Antoine, Diop, 1995).

¹⁶ En l'absence d'ambassadeur en poste lors du déclenchement de la guerre, cette résidence construite dans les années 1970 a été investie par les Libériens en exil à Conakry qui y ont d'abord campé dans le jardin avant d'organiser l'intérieur de la bâtisse en squat. Les réfugiés n'y paient pas de loyer et y bénéficient de l'eau et de l'électricité fournies gratuitement par la concession voisine appartenant à une des épouses du président Conté.

dans la concession de leur propriétaire guinéen, ce cas de figure est quasi inexistant à Nouadhibou¹⁷. Les proximités ethniques entre Libériens et Guinéens ont en effet facilité l'accès au logement urbain, pour les Libériens d'ethnies forestières transfrontalières tout comme pour les Madingo¹⁸. Dans le quartier d'Enta, à Matoto, de nombreux réfugiés ont un grand-père guinéen et louent leur logement à des membres de la famille élargie. À Nouadhibou, les concessions sont généralement louées par un intermédiaire qui sous-loue ensuite par chambre. Les migrants qui sont dans les situations les plus précaires (souvent dans les quelques mois qui suivent de leur arrivée à Nouadhibou) peuvent vivre jusqu'à six par chambre dans une concession. À Qhairaan¹⁹, le prix d'une chambre varie de 2 000 à 10 000 UM²⁰ par mois selon qu'elle est partagée ou non et selon sa taille et sa vétusté. À Conakry, les réfugiés partagent souvent des maisons pour réduire le coût des loyers. Certains Libériens rencontrés ont choisi ce type de logement après plusieurs expériences de tensions avec les voisins guinéens dans les concessions où ils vivaient. A Ratoma, des réfugiés ont transformé en lieu de prière évangélique une partie de leur maison louée. Les Libériens qui habitent dans un même logement ne sont pas forcément de la même famille ou de la même ethnie mais ont parfois un parcours d'exil commun à l'instar de ceux qui ont

vécu quelques années à Freetown en Sierra Léone avant que la guerre ne les en chasse en 1997 ou de ceux qui ont fui la Côte d'Ivoire au début des années 2000 (Figure n°1).

Le logement dans une maison ou un appartement avec une entrée privative est une solution peu répandue mais qui présente plusieurs attraits pour les migrants à Nouadhibou comme pour les réfugiés à Conakry. C'est un modèle auquel aspirent de plus en plus les migrants à Nouadhibou quand la période de transit s'allonge. Le logement se fait toujours en location mais dans les nouveaux quartiers du nord de la ville où peu de migrants résident. Il s'agit davantage d'un hébergement temporaire pour les réfugiés rencontrés à Conakry : plusieurs familles vivaient en effet dans des maisons en construction, surtout en sortie de ville, et y habitaient à moindre coût, fournissant des services de gardiennage et un petit apport supplémentaire au propriétaire.

Enfin, dans les deux villes, certains migrants vivent dans des bidonvilles, à Nouadhibou dans les *kébbé*²¹, où ils côtoient les populations mauritaniennes les plus précaires (souvent sédentarisées récemment) et à Conakry dans les interstices urbains, par exemple près de la voie ferrée ou du port (figure n°2).

¹⁷ Dans les cas où des Mauritaniens vivent dans la même concession que des migrants, il s'agit de personnes à faible revenus et arrivées récemment en ville.

¹⁸ Les Madingo libériens appartiennent au groupe linguistique mandingue tout comme les Malinkés de Guinée.

¹⁹ Quartier principal du centre-ville.

²⁰ Le taux de change varie entre 350 et 400 UM pour 1 euro.

²¹ Dénomination hassanophone du bidonville.

Figure n°1 : Le partage des logements à Nouadhibou et à Conakry.

Schéma d'une concession type à Nouadhibou

Schéma de l'entrer-coucher à Conakry

Sources : Anne-Laure Counilh et Hélène Simon-Lorrière.

Figure n°2 : Des logements souvent précaires.

Ci-contre, l'entrée d'une concession à Qhairaan (centre-ville de Nouadhibou).

(Photo : A.-L. Counilh, 2007)

Ci-dessous, un squat occupé par les réfugiés libériens à Conakry.

(Photo : H. Simon-Lorière, 2008)

Des migrants en marge de la ville ?

Si les formes, les logiques et la localisation de l'habitat migrant sont plurielles à Conakry comme à Nouadhibou, elles demeurent marquées par la précarité. Il est toutefois important de préciser que nos villes d'études constituent de manière générale des contextes résidentiels précaires.

À Nouadhibou, la plupart des frontières urbaines sont labiles, on passe très rapidement d'un quartier riche à un quartier pauvre. Si les sous-quartiers migrants sont identifiables dans le centre-ville, en revanche les micro-concentrations des quartiers nord le sont moins. Leur localisation est marquée par cette inscription dans les zones frontières entre les différents quartiers, les carrefours, les limites urbaines. De manière générale, l'habitat des migrants se situe dans des zones moins aménagées, dans les quartiers dégradés ou en construction. Cependant, il est extrêmement rare que les logements des migrants se situent dans les *gaxra*²². Dans la mesure où la plus grande partie de la ville est constituée de quartiers pauvres à modestes, dégradés ou en construction, il serait faux de dire que l'habitat migrant se trouve dans les marges urbaines. On pourrait alors voir se dessiner une échelle des marges urbaines sur laquelle les migrants n'occuperaient pas tout à fait le barreau le plus bas. Si les interstices urbains peuvent constituer des zones favorables à l'habitat migrant, la notion de marge s'appliquerait plutôt dans sa signification sociale à Nouadhibou.

C'est également le cas à Conakry où l'absence de quartier libérien et la dispersion des réfugiés dans des logements dans les quartiers de la périphérie de la ville ne permettent pas de parler de mise à l'écart. La marginalisation est moins spatiale que sociale et elle varie selon les individus. Elle touche

davantage les Libériens anglophones d'ethnies sans parentèle en Guinée, qui, même s'ils ont tous appris la langue française et parfois une langue locale, privilégient souvent des sociabilités libériennes, notamment pour la scolarisation des enfants ou la fréquentation d'un lieu de culte.

Se déplacer en ville et se sentir en transit

Les échelles des déplacements à Nouadhibou et à Conakry

À Conakry comme à Nouadhibou, on peut distinguer deux échelles spatio-temporelles dans les déplacements de la plupart des réfugiés et migrants : une échelle qu'on dira « restreinte » et une échelle « élargie ». Si le sens de cette distinction varie sur nos terrains selon des angles d'analyse propres, nous essayons de rendre compte de l'expérience des réfugiés et des migrants dans nos villes d'études, de leur rapport à l'espace à travers la compréhension d'une mobilité repensée dans les temporalités de parcours instables. Ces mobilités sont ici envisagées à plusieurs échelles : celles des parcours migratoires dans leur globalité (elles concernent alors une mobilité à l'échelle internationale) et celles de la ville. Les échelles des mobilités à l'intérieur de la ville seront différenciées selon des catégories temporelles (échelles de la survie quotidienne, échelle du projet).

À Nouadhibou, ces pratiques de déplacements en ville sont appréhendées d'une manière chronologique, qui dégage plusieurs étapes dans le parcours d'un migrant-type. On y distingue le temps de l'arrivée, auquel correspond cette échelle « restreinte », du temps de la (re)construction d'un projet migratoire, auquel correspond une pratique de la ville à une échelle élargie. L'échelle restreinte correspond à des temporalités courtes (moments de l'arrivée) voire inscrites dans une logique de passage uniquement. Ces temporalités courtes peuvent se prolonger pendant des années au fil des séjours de ceux que la situation de

²² dénomination hassanophone des zones urbaines irrégulières appropriées par leurs habitants, équivalent de bidonville.

transit contraint à l'immobilité. Cette temporalité courte est associée à une spatialité particulière, celle du quartier, de la survie, des itinéraires répétés et de la faible connaissance de la ville. L'échelle élargie correspond plus largement à la construction d'un projet sur le long terme, elle ne renvoie plus aux temporalités du quotidien mais à celles du projet migratoire. Elle amène les migrants à faire des déplacements nouveaux et utilitaires, par exemple pour mettre en place des mobilités commerciales vers d'autres villes du pays, d'autres pays de la région. Ainsi l'élargissement des mobilités à l'échelle de la ville est bien souvent synonyme d'un redéploiement des mobilités hors de la ville.

A Conakry, les observations montrent que l'envergure des déplacements en ville des réfugiés libériens varie en fonction du but du déplacement : la survie d'une part, le projet migratoire d'autre part. Les deux échelles ne sont pas exclusives l'une de l'autre et peuvent être pratiquées par un même individu, mais selon des temporalités différentes. Pour la survie quotidienne, les déplacements observés et évoqués se font essentiellement à l'échelle du secteur ou du quartier de la ville : il s'agit pour les Libériens de travailler, de chercher des sources de revenus, de mettre en œuvre une sociabilité quotidienne qui implique les autres habitants de la ville, qu'ils soient Guinéens ou étrangers, anglophones, réfugiés... Pour la construction d'un projet de départ, l'échelle des déplacements concerne la ville toute entière : il faut se rendre auprès des organismes de suivi des réfugiés (comme le HCR mais aussi des ambassades) pour suivre une demande de regroupement familial ou de réinstallation ou glaner des informations sur le retour au Libéria, se rendre à des réunions entre réfugiés pour échanger des informations ou s'organiser pour défendre les droits (réels et perçus) des réfugiés... A cette échelle, on constate surtout la variété des situations individuelles. L'attitude de certains individus ayant abandonné l'idée de pouvoir partir via

les organisations internationales et n'en fréquentant plus jamais les locaux contraste avec celle de ceux qu'on pourrait baptiser les « militants de la réinstallation » qui consacrent l'essentiel de leur temps et de leur énergie à des déplacements entre leur domicile (qu'ils ont parfois décidé de rapprocher de ces lieux stratégiques) et le HCR, l'OIM (Office International des Migrations) ou encore l'Ambassade des États-Unis. Les stratégies individuelles de départ n'impliquent également pas les mêmes déplacements (aller au cyber café ou au taxi phone pour contacter ses amis ou sa famille à l'étranger) que ceux entraînés par des stratégies collectives de départ, à la fois pour l'ensemble des réfugiés libériens en Guinée mais surtout pour de petits groupes constitués autour d'expériences communes, comme celui des Libériens ayant connu un exil en Sierra Leone avant d'arriver en Guinée (organiser des réunions entre réfugiés et élaborer une stratégie de lobbying envers le HCR et la communauté internationale).

Le transit en question : des compétences de la mobilité aux rapports à l'espace

L'analyse au prisme des échelles et des temporalités nous amène à interroger le rapport à l'espace en situation de transit. La tension entre projet de mobilité et insertion apparaît comme un instrument efficace pour étudier l'évolution de la place et des pratiques du migrant dans la ville, dans des contextes socio-politiques locaux contraignants et avec une incertitude importante sur les conditions de possibilité des projets migratoires.

À Nouadhibou, la notion de contrainte permet d'analyser les rapports sociaux aux populations locales et l'évolution de l'altérité au regard de l'allongement du temps de résidence, de l'augmentation de la population de migrants mais aussi de la médiatisation croissante de leur présence et de l'appropriation de la question par la société civile et les gouvernements. À

Conakry, cette notion est plus délicate à mobiliser après des parcours de migration forcée mais permet d'exprimer le lent rétrécissement des possibilités migratoires pour les Libériens dans le contexte international²³ et dans le contexte du retour à la paix dans leur pays.

Se dessine alors une dialectique entre immobilité et mobilité, liée à ces contraintes. Ce couple caractéristique du parcours migratoire à l'échelle globale se révèle être un levier efficace pour analyser la notion de transit. À Nouadhibou, les projets migratoires se sont arrêtés en une ville donnée, rarement choisie comme un lieu d'ancrage projeté, alors même que la mobilité passée et la mobilité projetée se font toujours à une échelle beaucoup plus large, créant une tension entre ancrage et mobilité. À Conakry, les Libériens élaborent de nouveaux projets migratoires largement en lien avec leur identité de réfugiés. Après des parcours d'exil chaotiques, ils considèrent souvent Conakry comme un lieu de transition, d'un passé douloureux vers un avenir meilleur dans un pays tiers. Dans les deux contextes, la contradiction entre les discours et les pratiques est forte. Un décalage est souvent observable, chez les migrants et les réfugiés rencontrés, entre un discours du refus d'être là et des pratiques quotidiennes (parfois de survie) qui entraînent un relatif ancrage. Ce décalage entre situation vécue, projet migratoire et projection de soi fait écho à la situation de transit de ces migrants et amène à questionner les éventuelles transitions biographiques à l'œuvre.

Finalement, l'observation de la relation à la ville des migrants et des réfugiés dans nos recherches révèle des situations individuelles variables selon les divers

critères employés (logement, travail, réseau social, projets et décisions migratoires). De l'ancrage subi de certains Libériens bloqués à Conakry à l'ancrage mobile de certains migrants de Nouadhibou devenus des businessmen ou des commerçantes à la valise, nous interrogeons toutes deux la façon dont de longs séjours dans des villes de transit s'intègrent dans le couple projet/parcours migratoires et amènent les individus à développer des stratégies qui relèvent d'un « s'ancrer sans exclure de repartir », un ancrage partiel, instable parfois subi, parfois dépassé. L'ancrage devient alors synonyme d'un degré d'insertion urbaine plus ou moins élevé. C'est le socle d'une mobilité projetée dans la continuation du projet migratoire (qu'il se réalise ou non). L'ancrage n'est donc pas synonyme ici d'immobilité, la variation se fait plutôt autour de la notion de contraintes ou de contingences et de la façon dont les migrants et les réfugiés gèrent cette contrainte. L'immobilité apparaîtrait comme le fruit d'un ancrage subi alors que l'appropriation de l'ancrage permettrait une reprise de la mobilité en acte.

Anne-Laure Counilh
Doctorante en géographie
Migrinter UMR 6588
CNRS – Université de Poitiers
alcounilh@gmail.com

Hélène Simon-Lorière
Doctorante en géographie
Migrinter UMR 6588
CNRS – Université de Poitiers
hsimonloriere@gmail.com

²³ Les programmes de réinstallation de réfugiés libériens vers les pays d'Occident ont connu leur apogée entre 2002 et 2005 mais sont aujourd'hui terminés et seuls quelques départs avaient encore lieu en 2008-2009, pour des cas de regroupement familial ou d'accueil de réfugiés au profil très spécifique.

Bibliographie

Bidou, Jean-Etienne ; Toure, Julien Gbéré (2002) La population de la Guinée – dynamiques spatiales, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°217 [en ligne, réf. du 07 juin 2011] URL : <<http://com.revues.org/index1049.html>>.

Boyer, Florence (2005) Le projet migratoire des migrants touaregs de la zone de Bankilaré : la pauvreté désavouée, *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, n°8, pp. 47-67.

Dubar, Claude (dir.) (2008) Les temporalités dans les sciences sociales, *Temporalités*, n°8 [en ligne, réf. du 23 juin 2011] URL : <<http://temporalites.revues.org/index123.html>>.

Dubucs, Hadrien (2010) *Habiter une ville lointaine. Le cas des migrants japonais à Paris*, Poitiers, Université de Poitiers, 442 p. Th. Doct. : Géogr. : Poitiers : 2010.

Escoffier, Claire (2006) *Communautés d'itinérance et savoir-circuler des transmigrant-e-s au Maghreb*, Toulouse, Université de Toulouse II, 281 p.

Th. Doct. : Socio. : Toulouse : 2006.

Lallement (2008) Une antinomie durkhémienne... et au-delà. Regards sociologiques sur le temps et les temporalités, *Temporalités*, n°8 [en ligne, réf. du 23 juin 2011] URL : <<http://temporalites.revues.org/index123.html>>.

Ma Mung, Emmanuel (2009) Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales, in Dureau, F. ; Hily, M. A., *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes, pp. 25-38.

McGovern, Mike (2002) Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection. Guinéens et réfugiés en septembre 2000, *Politique Africaine*, n°88, pp. 84-102.

Pian, Anaïk (2009) *Aux frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris, La Dispute, 237 p.

Reno, William (2002) La sale petite guerre du Liberia, *Politique Africaine*, n°88, pp. 63-83.

Simon-Lorière, Hélène (2009) Réfugiés libériens à Conakry en attente sur l'autre rive ?, *Actes du colloque Terrains d'asile – corps, espaces, politiques* [en ligne, réf. du 30 juin 2011] URL : <<http://www.reseau-terra.eu>>.

Stock, Mathis (2004) L'habiter comme pratique des lieux géographiques, *EspacesTemps.net*, [en ligne, réf. du 10 juin 2011] URL : <<http://www.espacestems.net/document1138.html>>.

Van Damme, Wim (1999) Les réfugiés du Liberia et de Sierra Leone en Guinée forestière (1990-1996), in Lassailly-Jacob, V. ; Marchal, J-Y. ; Quesnel, A. (dir.), *Déplacés et réfugiés : la mobilité sous contrainte*, Paris, IRD, pp. 343-381.

Varro, Gabrielle (2008) Temporalité(s) et langage dans l'analyse d'entretiens biographiques, *Temporalités*, n°8 [en ligne, réf. du 23 juin 2011] URL : <<http://temporalites.revues.org/index123.html>>.